



Réussir le 20 novembre, c'est engager le succès global pour défendre les services publics

Des attaques aggravées par la nécessité de payer les milliards de cadeaux faits aux banques

L'INSEE a publié le 6 novembre dernier son « portrait social de la France » qui analyse de nombreux indicateurs sociaux et économiques. Il constate que « *les services publics de santé, d'éducation et du logement social contribuent deux fois plus que les transferts monétaires à la réduction des inégalités* », c'est-à-dire plus que les différentes prestations (familiales, aides au logement, minima sociaux). L'INSEE estime que l'éducation nationale participe à plus de 36,5 % à la réduction des inégalités, la santé à 29,6 % et le logement social à 2,9 %. Cependant, ces 2,9 % améliorent le revenu net des ménages les plus pauvres de 14 %.

Cette étude est particulièrement intéressante, car elle montre que les mesures sociales collectives (les services publics) sont plus efficaces et plus redistributrices de richesses que les mesures individuelles. Toute la politique du président de la république vise à casser toutes les solidarités. En particulier les aides collectives d'Etat. Il privilégie l'aide individuelle, conditionnée à l'obtention d'un mérite, et qui vise à désolidariser les pauvres les uns d'avec les autres. L'intention est de les laisser le plus possible seuls en face de leurs problèmes. Ils sont ainsi plus disponibles pour du travail sous-payé et sous-qualifié. Ils peuvent plus difficilement lutter avec les travailleurs actifs.

Par ailleurs, le président de la République a été généreux, voire prodigue, avec les banques auxquelles il a promis des centaines de milliards d'euros pour les aider à passer le cap difficile vers lequel le capitalisme financier les a conduites. Il a reconnu, il y a quelques jours au sénat lors d'un groupe de travail sur la crise financière, que cette dernière coûterait 800 milliards (euros, dollars ?) à l'Europe. Lisez : aux salariés européens.

Nos dirigeants, qui disaient il y a quelques semaines ne disposer que de caisses vides, puis qui avaient trouvé des milliards par centaines pour aider les spéculateurs en crise, avaient affirmé, la main sur le cœur (vieuse coutume étatsunienne) qu'il ne s'agissait que *d'un système de garantie et de participation qui n'avait aucun coût pour le contribuable...*

Les pauvres ne sont pas riches, disait Flaubert, mais ils sont nombreux. Baissons les impôts des riches, reprend le président de la République : ils ne s'enfuient pas dépenser leurs sous ailleurs. Augmentons les difficultés des pauvres : ils ne s'enfuient pas pour travailler ailleurs, car ailleurs, c'est pareil qu'ici. Comme il faut bien qu'il trouve le moyen de récupérer les milliards promis, il s'attaque à la caisse du logement social. Il s'attaque à la caisse juteuse de la formation professionnelle. Il s'attaque aux budgets des services publics, l'éducation nationale en premier.

Comme il n'oublie jamais qui l'a fait roi et pour qui il travaille, les riches, le président de la République a précisé encore davantage ses projets dans son discours de Rethel : peser encore sur les salaires, diminuer encore les cotisations sociales, aggraver encore les conditions du chômage, « *dans l'esprit de la loi de modernisation du dialogue social du 31 janvier 2007* ». M. Patrick Bernasconi, le représentant du MEDEF, a dit les choses plus crument : « *Pour nous, il est important d'envisager de baisser les cotisations pour tenir compte du contexte financier* ».

On voit donc que l'offensive contre les salariés, l'offensive contre les services publics, l'offensive contre les droits sociaux, les conquêtes sociales, les libertés, menées depuis des mois par le président de la République et le MEDEF au prétexte de rester compétitif dans la grande guerre économique mondiale, vont trouver de nouveaux objectifs idéologiques avec le tsunami financier organisé par les Etats vers les banques pour tenter de les sauver de la faillite.

Imposer une logique inverse : soutenir les salariés plutôt que les banques !

Reprenons une fois encore la déclaration de Gérard Aschieri du 23 octobre : c'est justement le moment de relancer les services publics, de rétablir leurs budgets à la hausse, d'abandonner les suppressions de postes et de créer les postes qui manquent, d'augmenter les salaires, de permettre aux salariés de dire leur mot dans la gestion des services publics, du système financier et de l'Etat.

Dans les difficultés extrêmes où sont plongées les organisations des salariés, organisations politiques qui peinent à tracer un axe lisible et offensif contre la politique qui vient d'échouer de façon si catastrophique ; organisations syndicales qui peinent à tracer un axe revendicatif commun et convergent, qui ne croient pas, pour certaines d'entre elles, en leurs propres forces, l'appel commun pour une grève le 20 novembre dans l'éducation nationale est un progrès notable.

Cet appel doit être tout sauf un chapitre sans suite du rituel de premier trimestre. Il existe un espoir chez les salariés de l'éducation nationale et chez les salariés des services publics dont certains ont mené des mouvements durs et longs, comme à la météorologie nationale : cet espoir est qu'enfin, nos organisations de l'éducation nationale embrayent sur le mouvement qui va donner le signal du renversement de tendance. Notre responsabilité est grande de réussir ce 20 novembre et de ne pas le laisser sans suite.

Il a été difficile à décider. Il reste des difficultés à résoudre : les lycéens semblent décidés à agir en synergie avec les salariés. Mais, là aussi, que de divisions regrettables ! : Les lycéens de Sud veulent agir le 13, la FIDL le 17, l'UNL le 18... On dirait qu'ils ont appris les pires leçons de leurs aînés !

Agissons tous ensemble pour faire du 20 novembre un succès et une étape décisive pour sortir rapidement de la dynamique de destruction et pour entrer dans une dynamique de reconstruction !